



Bulletin de conjoncture

Réalisé conjointement avec le PROMISAM – MSU - USAID
Bulletin d'analyse prospective du marché agricole
Juin 2007

Malgré quelques inquiétudes en ce qui concerne le riz, les perspectives alimentaires sont bonnes pour la période de soudure

I. Contexte

La campagne agricole 2006-2007 a démarré dans des conditions socio-économiques assez favorables grâce aux bons résultats de la campagne précédente (2005/06). Elle a, toutefois, connu un démarrage difficile à cause de l'insuffisance et la mauvaise répartition des pluies dans le temps et dans l'espace. Ceci confortait, à la fois, les autorités et les opérateurs économiques dans leur choix pour les stockages réalisés au cours de la campagne de commercialisation 2005/06 (banques de céréales, stock national de sécurité, stocks d'intervention de l'Etat, stocks privés des commerçants etc....) en prévision d'éventuelles difficultés alimentaires consécutives à une mauvaise pluviométrie.

Cependant, de façon globale, la campagne agricole 2006-2007 a été bien créditée d'une bonne pluviométrie, qui a comblé les espoirs avec le retour des pluies d'une part et d'autre part l'apport positif du programme de pluies provoquées, qui a couvert les régions de Koulikoro, Mopti et Ségou. Ceci a contribué à une amélioration significative de la disponibilité céréalière du pays.

Au niveau des marchés, cette situation s'est traduite par une offre de céréales assez importante et par conséquent des niveaux de prix très bas. En effet, il faut se rappeler qu'en début de la campagne de commercialisation, les marchés se caractérisaient par des niveaux de prix très bas à tous les niveaux de la chaîne de commercialisation, et en particulier dans le Mali Sud où le maïs a été cédé en octobre 2006 entre 35 et 40 Fcfa le kilo. Ces baisses de prix ont été plus importantes sur les marchés de production où les produits issus de la nouvelle récolte s'offraient en quantités importantes au rythme des récoltes qui arrivaient sur les

marchés. Ceci justifiait donc les achats institutionnels de l'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM) dès le mois de Décembre 2006, en vue de la reconstitution du Stock National de Sécurité (SNS) et permettre le relèvement des prix, notamment au niveau du producteur.

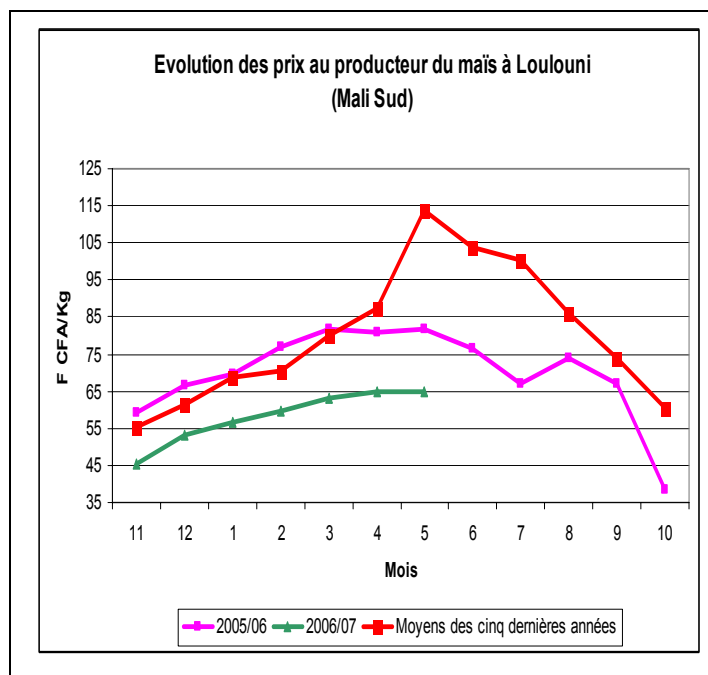
Le marché du riz, quant à lui, est resté relativement tendu malgré le record de production enregistré au cours de la campagne 2006/07 avec, pour la première fois, le franchissement de la barre du million de tonnes de paddy produit. Ainsi, le prix à la consommation de cette denrée n'est pas descendu en dessous des 275 Fcfa le kilo sur toute l'étendue du pays.

S'agissant du riz Gambiaka, son prix a régulièrement évolué au dessus de ce niveau des 275 Fcfa (correspondant au prix de détail du riz importé souvent de qualité très moyenne) sur tous les marchés du pays. Toutes ces évolutions requièrent donc de la part de l'OMA avec l'appui de ses partenaires que sont le PROMISAM et le FEWS-NET à aller régulièrement à la recherche des éléments pouvant permettre d'anticiper des situations, souvent anormales susceptibles de perturber les projections initiales.

II. Evolution actuelle des marchés des céréales

2.1 Les céréales sèches

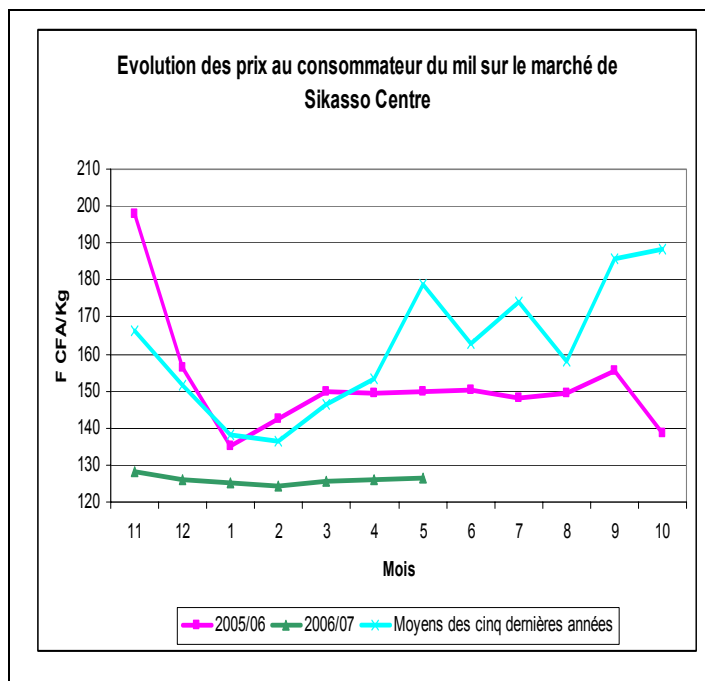
Les différentes mesures prises au cours de la campagne, notamment le lancement des Offres Publiques d'Achat (OPA) de l'OPAM dès le mois de Décembre 2006 couplés aux autres demandes (reconstitution des banques de céréales et des stocks privés, achats du PAM etc.,...), ont vite fait de renverser la tendance baissière des prix. De 35 et 40 Fcfa le kilo payés aux producteurs de maïs en Octobre 2006, ces prix se sont affichés entre 65 et 70 Fcfa le kilo en Avril 2007, après le lancement des OPA donnant ainsi la possibilité aux producteurs d'obtenir un prix rémunérateur, notamment dans la zone Mali Sud.



Source : OMA

Par ailleurs, les achats de l'OPAM ont pu être réalisés, successivement à un prix moyen de 117.670 Fcfa la tonne pour 7.816,9 Tonnes lors de la première Offre Publique d'Achat, et 139.730 Fcfa la Tonne pour 7.269 Tonnes, lors de la deuxième opération, soit un total de réalisations de 15.085,9 Tonnes, ce qui a permis d'améliorer substantiellement les prévisions initiales d'achats qui portaient sur 11.500 Tonnes.

C'est ainsi qu'après le retrait de l'OPAM du marché et d'autres demandeurs (PAM, banques de céréales, ressortissants du sahel occidental, etc.), on a pu relever de légères baisses de prix sur certains marchés ruraux et une stabilité sur les principaux marchés de gros et de consommation du pays.



Source : OMA

Les effets de ce retrait se ressentent toujours dans les principales zones de production du pays, notamment à Macina, Monimpébougou et Niono, où le prix à la production des mil et sorgho s'affichaient à 75 Fcfa le kilo (cf. Tableau ci-dessous). Parallèlement, le niveau de l'approvisionnement était suffisant dans toutes ces zones visitées, ce qui annihile les risques de rupture de stocks à la soudure.

Tableau : Evolution Comparée des Prix Producteurs et Consommateurs du Mil et du Riz Local au cours des Premières et deuxièmes semaines de Juin 2006 et 2007, en Fcfa le kilo dans certaines localités du pays.

| Localités | Prod Mil | | Cons Mil | | Prod. Riz Gambiaka | | Cons Riz Gambiaka | |
|---------------|----------|---------|----------|---------|--------------------|---------|-------------------|---------|
| | Juin 06 | Juin 07 | Juin 06 | Juin 07 | Juin 06 | Juin 07 | Juin 06 | Juin 07 |
| Macina | 120 | 75 | - | - | 250 | 235 | - | - |
| Niono | 125 | 80 | - | - | 230 | 230 | - | - |
| Monimpébougou | 111 | 75 | - | - | - | - | - | - |
| Koutiala | 110 | 75 | - | - | - | - | 285 | 275 |
| Kayes | - | - | 200 | 175/200 | - | - | 300 | 350 |
| Bamako | - | - | 175 | 150 | - | - | 300 | 300 |
| Sikasso | - | - | 150 | 125 | - | - | 295 | 295 |
| Ségou | - | - | 130 | 100 | - | - | 275 | 275 |
| Mopti | - | - | 165 | 125 | - | - | 300 | 295 |
| Tombouctou | - | - | 185 | 140 | - | - | - | - |
| Gao | - | - | 175 | 150 | - | - | 325 | 325 |
| Kidal | - | - | - | 200 | - | - | - | - |

Source : OMA

A la date du 11 Juin 2007, les pluies n'étaient pas encore installées ni à Bla ni à Koutiala. Cette situation est certes préjudiciable pour les cotonculteurs qui aspiraient au premier choix maïs, n'est guère préoccupante pour les

producteurs de céréales sèches. C'est pourquoi les prix sont jusqu'ici stables pour toutes les céréales y compris le riz gambiaka.

Comme on peut le lire sur le tableau ci-dessus, les niveaux de prix sont nettement plus bas cette année comparés à la même période de l'année dernière, 32 à 36% de baisse pour les prix à la production et 12 à 25%, s'agissant des prix à la consommation.

Ceci justifie les quelques sorties de mil qui ont été enregistrées au cours du mois de Mai 2007 en direction de la Côte d'Ivoire 200 Tonnes et 195 tonnes sur le Niger à partir de Koutiala.

A Sikasso également, des demandes de mil et de sorgho en provenance de la Côte d'Ivoire et du Burkina Faso ont été enregistrées au cours du mois, toute chose qui ont permis de rompre avec la morosité qui caractérisait le marché. C'est ainsi que de 70 Fcfa le kilo, le prix de gros des mil et sorgho sont passés à 80-90 Fcfa à Sikasso.

2.2 Le riz local

Sur les principaux marchés de production du pays, le riz local, notamment le gambiaka a été cédé au cours de la première décade de Juin 2007 entre 215 et 250 Fcfa le kilo selon les qualités. Ainsi à Macina le riz gambiaka tout venant a été cédé entre 235 et 240 Fcfa le kilo.

Il faut noter que le niveau relativement élevé des prix rend compte de la très bonne qualité du riz, notamment sur le marché de Niono où le riz Gambiaka super a été offert entre 240 et 250 Fcfa le kilo, tandis que le riz Gambiaka de qualité moyenne est cédé entre 215 et 225 Fcfa.

Les marchés sont bien approvisionnés. C'est la période où le stock ancien et la production de contre saison se côtoient au marché, avec, toutefois une prédominance du riz de contre saison. Cependant, on notera qu'à Macina, les cultures de contre saison de riz ont souffert de la rupture de la fourniture en eau, contribuant au dessèchement des cultures et dans le meilleur des cas à des pertes de productivité.

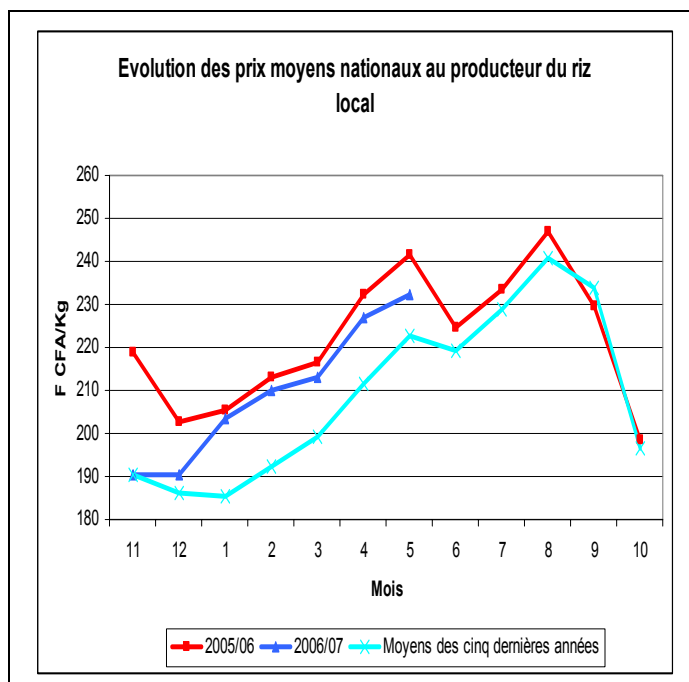
Sur les marchés des zones exondées, notamment à Koutiala, le prix de gros¹ à la vente du riz Gambiaka est de 255 Fcfa (la majorité des populations s'approvisionnent à ce niveau), tandis qu'à la consommation, ce riz se vend à 275

¹ A Koutiala les consommateurs dans leur majorité s'approvisionnent au sac de 100 kgs et bénéficient ainsi du différentiel de prix entre le gros et le détail qui peut aller jusqu'à 3500 Fcfa le sac soit 35 Fcfa le kilo.

Fcfa le kilo (très peu de consommateurs s'approvisionnent à ce niveau). Dans la même localité les sociétés GDCM (Grand Distributeur de Céréales au Mali) et GGB (Grand Grenier du Bonheur) vendent le riz importé à 12.000 Fcfa le sac de 50 Kgs, soit 240 Fcfa le kilo.

Si à Koutiala et dans une moindre mesure dans les autres centres urbains à l'intérieur du Mali les consommateurs s'approvisionnent le plus souvent au sac, à Bamako les achats de petites quantités de riz (ou achat au kilogramme ou au détail) sont plus fréquents. Ceci se justifie par la prédominance dans le District de Bamako d'une population flottante très pauvre vivant du jour au jour et qui grossit tous les jours avec le dépérissement croissant des autres centres, et en particulier des campagnes.

Le riz reste donc, la préoccupation majeure au regard de l'évolution haussière de son prix tout au long des deux dernières campagnes, ceci, malgré une augmentation significative de la production de paddy qui a franchi la barre du million de tonne cette année. Il faut rappeler que malgré cette performance, le pays est déficitaire en riz et dépend en partie d'un marché mondial dont le disponible commercialisable représente seulement 4% de la production mondiale, face à une consommation mondiale qui est en augmentation.



Source : OMA

III. Conclusion et Recommandations

Au regard de la situation des marchés décrite plus haut, on peut s'attendre à une période de soudure relativement calme cette année. Ceci confirme toutes les analyses

antérieures entreprises conjointement par l'OMA et le PROMISAM sous l'égide du Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

En effet, comme on peut le constater, les écarts entre les prix des céréales sèches de la campagne en cours et de ceux de la campagne précédente vont de 30 à 40% plus bas cette année. Ceci atteste de l'existence d'une plus grande disponibilité de produits et de l'amélioration progressive de la situation alimentaire globale suite à deux campagnes agricoles successivement bonnes. Une troisième année successive de bonne pluviométrie ne fera qu'améliorer davantage cette situation même si les producteurs devraient faire face à une forte baisse des prix, au cas où des mesures appropriées de gestion des excédents ne sont pas prises à temps.

Le riz reste cependant la préoccupation majeure au regard de l'évolution haussière de son prix tout au long des deux dernières campagnes, ceci, malgré une augmentation significative de la production de paddy qui a franchi la barre du million de tonne cette année. Il faut rappeler que malgré cette performance, le pays est déficitaire en riz et dépend en partie d'un marché mondial dont le disponible commercialisable représente seulement 4% de la production mondiale.

Dès efforts récents entrepris par le CSA en vue de ramener les prix à la consommation à un niveau plus bas sont louables. Cependant, on se rend compte que les demi-grossistes et détaillants ciblés pour contribuer à la mise en œuvre de cet objectif sont, dans leur quasi-totalité, très fortement dépendants du crédit fournisseur octroyé par le nombre relativement limité de grossistes dans la filière. C'est ainsi que la mesure tendant à ramener le quota de vente des stocks de riz de l'OPAM à 2 Tonnes a été vite récupérée par les grossistes, toujours soucieux de maintenir leur position.

Dans ces conditions, ne faudrait-il pas envisager la création des boutiques de proximité avec une très forte implication de l'APEJ, où des jeunes diplômés, en quête d'emplois pourraient être installés dans les ventes de proximité de produits de base tels que le riz ? Ou encore que l'OPAM accepte les achats des détaillants par traite avalisée, en impliquant dans cette initiative les centres de gestion agréée qui existent déjà.